

Monsieur le ministre,

La Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé sous contrat, alerte sur l'épuisement des équipes, la multiplication des injonctions contradictoires et la perte de sens du métier. En effet, l'empilement de nouvelles mesures, dans la ligne droite du « **Choc des savoirs** » continue.

Pour preuve, certains points à l'ordre du jour de cette séance plénière.

D'une part, en **maternelle**, le domaine « **questionner le monde** » est remplacé par deux champs disciplinaires- « sciences et technologie » et « histoire et géographie-E.M.C. » - cadrés par des horaires précis qui rognent liberté pédagogique et interdisciplinarité, pourtant au cœur du métier dans ces classes.

D'autre part, le **concours général des collèges** questionne sur ses objectifs et enjeux réels. Cela reflète-t-il une vision de l'école empreinte d'élitisme venant d'un autre temps ? Pour nous, cela fait écho au tri des écoles que la CFDT dénonce et dénonçait au travers de la mise en place des groupes de niveau, remis en cause également depuis par l'Inspection générale et le ministère.

Par ailleurs, la baisse brutale annoncée du taux de réussite au DNB et le maintien des **classes préparatoires à la classe de seconde** questionnent aussi, et, pour nous, Fep-CFDT, ces deux points seraient à examiner conjointement et ensemble.

Dans le même temps, sur le terrain, les personnels expriment un **besoin croissant de stabilité et de confiance dans l'exercice de leur métier**. Beaucoup ont le sentiment que les changements continuent de s'accumuler sans réelle prise en compte des réalités quotidiennes. Les collègues ont besoin d'écoute et de considération, et non de contraintes supplémentaires. Les collègues ont besoin de mesures en lien avec les besoins du métier, la diversité des élèves et le service public d'éducation.

Au lieu de cet empilement de réformes et dispositifs nouveaux sans retex mais sans cesse modifiés, ne serait-il pas plus opportun de **consolider les dispositifs utiles par des moyens supplémentaires** ? On pense notamment à l'EVARS, l'EMI, aux parcours éducatifs, aux projets.

Pour conclure, à l'institution qui a surtout besoin de **moyens humains et matériels accrus** et d'une meilleure reconnaissance des personnels, le ministère répond en supprimant des postes et en modifications-paillettes. Pourtant, **l'éducation de notre jeunesse mérite mieux**.